

E ENFANCE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

E ENFANCE

Association reconnue d'utilité publique
30, rue Notre Dame Des Victoires
75002 Paris

A l'Assemblée générale d'E ENFANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels d'E ENFANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association E ENFANCE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de l'association et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 5 juin 2024



Le Commissaire aux Comptes :
Yves PASCAULT
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
AVENTY Audit

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	77 524	53 170	24 355	49 320
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	703 613	89 430	614 183	1 700
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				215 267
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	48 622		48 622	48 183
	TOTAL (I)	829 759	142 600	687 160	314 470
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	30 983		30 983	45 270
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 766 395		1 766 395	2 478 583
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	15		15	
	DISPONIBILITES	616 090		616 090	1 303 511
	Charges constatées d'avance	96 279		96 279	3 787
	TOTAL (II)	2 509 761		2 509 761	3 831 152
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	3 339 520	142 600	3 196 921	4 145 622
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					48 183
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

FONDS PROPRES		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	680 457	676 246
	Excédent ou déficit de l'exercice	9 276	4 210
	Total des fonds propres (situation nette)	689 732	680 457
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	608 279	697 709
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	608 279	697 709
	Total des fonds propres	1 298 011	1 378 166
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		244 084
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		70 000
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		314 084
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	192 280	102 664
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	93 638	102 234
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 141	360
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	1 611 851	2 248 115
	Total des dettes	1 898 909	2 453 372
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 196 921	4 145 622
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		9 275,56	4 210,35
(1) Dont à moins d'un an		1 898 909	2 453 372
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	19 903	40 326
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	368 058	369 539
	dont parrainages	3 180	
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 176 373	1 197 470
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	54 340	91 065
	Mécénats	1 101 481	592 426
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	70 000	170 333
	Autres produits	2 292	14 792
	Total des produits d'exploitation	2 792 446	2 475 951
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	38 046	68 196
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	932 230	737 073
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	120 163	71 703
	Salaires et traitements	1 209 417	898 769
	Charges sociales	440 699	345 073
	Dotation aux amortissements et dépréciations	114 395	27 427
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		314 084
	Autres charges	1 887	3 089
	Total des charges d'exploitation	2 856 837	2 465 413
RESULTAT D'EXPLOITATION		(64 391)	10 538

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		(64 391)	10 538
PRODUITS FINANCIERS	De participation	6 075	674
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		6 075	674
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		6 075	674
RESULTAT COURANT avant impôts		(58 316)	11 211
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	89 430	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	89 430	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	20 380	
	Sur opérations en capital		6 839
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	20 380	6 839
RESULTAT EXCEPTIONNEL		69 050	(6 839)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 458	162
TOTAL DES PRODUITS		2 887 951	2 476 624
TOTAL DES CHARGES		2 878 675	2 472 414
EXCEDENT ou DEFICIT		9 276	4 210

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Dons en nature
Prestations en nature
Bénévolat

TOTAL

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Secours en nature
Mise à disposition gratuite de biens
Prestations
Personnel bénévole

TOTAL

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'association E-Enfance a pour objet social la prévention chez les mineurs sur les dangers liés à Internet.

A cet effet elle intervient en se déplaçant dans les établissements scolaires, très majoritairement auprès d'élèves de l'école élémentaire au lycée.

L'association met aussi à la disposition du public un numéro court, le 3018, qui permet de se mettre en relation avec du personnel qualifié pour toute question relative aux dangers d'Internet. Elle travaille également à diffuser auprès du grand public des messages de prévention quant aux dangers d'Internet.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions réglementaires relatives aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 196 921** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 887 951** euros et un total **charges** de **2 878 675** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **9 276** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	77 524					77 524
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	77 524					77 524
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels			603 747			603 747
	Instal., agencement, aménagement divers			98 166			99 866
	Matériel de transport	1 700					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier			98 166		98 166	
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours			98 166		98 166	
	Avances et acomptes	215 267		385 781		601 048	
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	216 967		1 185 860		699 214	703 613
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	48 183		2 972		2 533	48 622
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	48 183		2 972		2 533	48 622
TOTAL		342 675		1 188 832		701 747	829 759

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	28 205	24 965		53 170
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	28 205	24 965		53 170
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers		60 525		60 525
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier		28 904		28 904
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		89 430		89 430
TOTAL		28 205	114 395		142 600

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	48 622		48 622
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	30 983	30 983	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 300	1 300	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 424 061	1 424 061	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	341 034	341 034	
	Charges constatées d'avance	96 279	96 279	
	TOTAL DES CREANCES	1 942 278	1 893 656	48 622
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	192 280	192 280		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	18 870	18 870		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	66 939	66 939		
	Impôts sur les bénéfices	1 580	1 580		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	6 249	6 249		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	1 141	1 141		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	1 611 851	1 611 851		
	TOTAL DES DETTES	1 898 909	1 898 909		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			96 279
Assurances	01/01/2024 31/12/2024	27 519	
Abonnements	01/01/2024 31/12/2024	2 423	
Loyer	01/01/2024 31/03/2024	66 337	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			96 279

--

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves					
Autres réserves					
Report à nouveau	676 246	4 210			680 457
Excédent ou déficit de l'exercice	4 210	(4 210)	9 276		9 276
Situation nette	680 457		9 276		689 732
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	697 709		98 166	187 596	608 279
Provisions réglementées					
TOTAL	1 378 166		107 442	187 596	1 298 011

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	244 084		244 084				
Projet SAFER							
Projet Super-Héros du net							
Projet autres actions prévention en milie							
Contributions financières d'autres org.	70 000		70 000				
Projet autres actions de prévention en mi							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	314 084		314 084				

Notes sur le Résultat et Autres informations

Etat exprimé en euros

Tableau des produits issus de subventions publiques :

Subventions d'exploitation	
Subventions publiques	666 250 €
<i>Dont Ministère de l'éducation nationale</i>	220 000 €
<i>Dont Préfecture de Seine Saint Denis</i>	106 000 €
<i>Dont DGCS</i>	50 000 €
<i>Dont Conseil Régional IDF</i>	78 250 €
<i>Dont CIPDR</i>	53 333 €
<i>Dont Ministère des sports</i>	60 000 €
<i>Dont DILCRAH</i>	30 000 €
<i>Dont DGGN</i>	5 000 €
<i>Ville Paris</i>	27 000€
<i>Dont FIPD</i>	36 667€
Subventions publiques européennes	244 084 €
Subventions services civiques	3 507 €

Effectif :

Au 31 décembre 2023, l'effectif total de l'association est de 32 salariés,
L'effectif moyen sur l'année Equivalent Temps Plein est de 24 salariés
L'association a également recours à des volontaires Service Civique.

Rémunérations allouées aux dirigeants :

Les rémunérations allouées aux trois plus haut dirigeants et salariés (art loi n°2006-586 du 23 mai 2006) représentent un montant de 291 060 euros.

Rémunération des commissaires aux comptes :

Honoraires des commissaires aux comptes de l'exercice : 8 112 Euros.

Résultat Exceptionnel :

	Charges	Produits
Autres charges et produits	20 380 €	89 430€

Contribution volontaires :

Les contributions volontaires en nature sont des éléments non essentiels à la compréhension de l'activité de l'association. A titre d'exemple, l'association a eu recours durant l'exercice à des bénévoles de courte durée.

Notes sur le Résultat et Autres informations

Etat exprimé en euros

Fait marquant de l'exercice :

L'association a déménagé en février 2023 et a engagé des travaux d'aménagements et d'équipements de ces nouveaux locaux. Ces travaux sont amortis sur la durée du bail commercial. Une subvention d'investissement octroyée pour ce projet est reprise au prorata des amortissements.

Les autres informations prévues par la loi ne présentent pas, au cas présent, de caractère significatif.